



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Revue de presse

9 septembre 2016

Le litige sur le terrain d'Andohatapenaka, opposant Marc Ravalomanana à l'Etat malgache, continue de créer la polémique. Questionné sur le sujet, le Premier ministre Mahafaly Solonandrasana Olivier n'a pas souhaité adopter la position du « gouvernement ». Sur le plan médiatique, l'enquête menée dans le cadre du Baromètre africain des médias 2016, avance que Madagascar a une nouvelle fois reculé, comparé au classement de 2012.

### Politique interne

#### AFFAIRE ANDOHATAPENAKA : LE PREMIER MINISTRE REFUSE DE PRENDRE POSITION

*Questionné hier, sur le litige foncier d'Andohatapenaka, opposant l'ancien Président Marc Ravalomanana et le ministère auprès de la Présidence en charge des projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'équipement, le Premier ministre Mahafaly Solonandrasana Olivier a choisi la manœuvre de l'évitement. « Au lieu de la position du gouvernement, je préférerais plutôt parler du respect de la loi. En tant que Premier ministre, je soutiens que tout le monde doit respecter les textes en vigueur », a déclaré le Chef du gouvernement, en marge de la cérémonie de clôture de l'atelier sur la Réforme du secteur sécurité, hier, à Anosy. Dans sa réaction, le Premier ministre a néanmoins, égratigné Marc Ravalomanana, lequel revendique la propriété du terrain d'Andohatapenaka. « Je vous invite à mener des investigations pour connaître le vrai propriétaire des lieux », a soutenu le Premier ministre. Il a préféré se réfugier derrière la loi, afin d'éviter que le conflit entre la Commune urbaine d'Antananarivo et le ministère auprès de la Présidence ne devienne un bras de fer entre l'institution gouvernementale et l'autorité décentralisée, opine **L'Express de Madagascar**. D'autant plus qu'après le point de presse de la mairesse d'Antananarivo, Lalao Ravalomanana, mardi dernier, les autorités communales semblent s'être calmées. (p.3)*

- **Midi Madagasikara** a recueilli les propos de Samihary Florio, ancien membre du Congrès de la Transition. D'après ses explications, il faut donner raison au Président de la République qui souhaite y construire des infrastructures publiques. Le politicien est également hostile à l'idée de politiser l'affaire. « C'est un projet qui vise à promouvoir l'intérêt général. De ce fait, on ne devrait en aucun cas, lui donner un aspect politique », a-t-il confié. (p. 3)
- La sociologue Faneva Raholdina a également apporté son point de vue sur le litige foncier d'Andohatapenaka. D'après ses explications, la seule solution pour mettre un terme au conflit reste le dialogue. (**Madagascar-Laza, p. 6**)
- « CUA contre Etat, querelles de vieux couple », titre **La Gazette de la Grande Île**, dans son éditorial. « Chaque mois, Marc Ravalomanana trouve un moyen pour se faire remarquer. L'ancien Chef d'Etat est un fin stratège, et a décidé de mener la vie dure au régime, et il n'est pas prêt de s'arrêter. Chaque mois, Marc Ravalomanana hausse le ton, puis il courbe l'échine », relativise le quotidien. (p. 5)
- Naivo Raholdina, président de la commission parlementaire en charge des litiges fonciers, estime que le terrain d'Andohatapenaka appartient à l'Etat malgache. Il a également rappelé que ce terrain était à l'origine de la destitution de Marc

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*Ravalomanana, en 2009. (L'Observateur, p. 7)*

- *D'un ton ferme, le 3<sup>ème</sup> questeur auprès de l'Assemblée nationale, Guy Rivo Randrianarisoa a expliqué que Marc Ravalomanana est le propriétaire du terrain d'Andohatpenaka, dans la mesure où il en détient le titre foncier. (Tia Tanindrazana, p. 3)*

## REFORME DU SECTEUR SECURITE : SA CONCRETISATION A PARTIR DE 2017

*L'atelier de planification stratégique et opérationnel de la Réforme du secteur sécurité (RSS) s'est tenu depuis le 5 septembre dernier à Anosy. Madagascar disposera d'une planification complète pour les 5 ans à venir, gage d'une entrée sereine dans la réforme du secteur de la sécurité, a déclaré le Premier ministre Mahafaly Solonandrasana Olivier, au cours de l'atelier. « Cette réforme du secteur de la sécurité contribue à l'atteinte d'un objectif commun, celui d'offrir au peuple malgache les conditions du développement et du bien-être », a-t-il expliqué. Côté budget, le Premier ministre a indiqué que le financement de la RSS sera inscrit dans la Loi de finances 2017. Et d'ajouter que le PNUD se prépare déjà, à travers un projet financé à hauteur de 3 millions de dollars, à accompagner les premiers pas de la réforme, en collaboration avec le gouvernement malgache et les agences des Nations Unies, dont l'UNICEF, le FNUAP, et le HCDH. Pour sa part, le gouvernement s'engage à appuyer la coordination du processus, le renforcement du « contrôle démocratique » des forces de défense et de sécurité, ainsi qu'à améliorer le contrôle de la circulation des armes et du dialogue entre les forces de l'ordre et les simples citoyens. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Madagascar-Laza, p. 3 ; L'Observateur, p. 3)*

- *Certaines indiscretions indiquent que la question du « contrôle démocratique » des forces de sécurité a taraudé certains responsables des forces de l'ordre durant l'atelier sur la RSS. Pour cause, la synthèse de l'atelier lu par le Général Fidy Mpanjato Rakotonarivo, directeur du cabinet militaire de la Primature et en charge de la conduite du projet RSS, prévoit que les actions des forces de l'ordre seront contrôlées par l'Assemblée nationale et le Sénat, ainsi que les acteurs non-étatiques. Il serait prévu que les deux Chambres parlementaires adoptent des textes devant cadrer ce « contrôle démocratique ». Seulement, le vécu dans les relations entre les députés et les forces de l'ordre, refroidit quelque peu l'enthousiasme de ces dernières. (L'Express de Madagascar, p. 5)*
- *A Madagascar, le nombre d'ateliers organisés et de résolutions prises n'ont jamais réellement impacté sur la vie de la population, et encore moins en ce qui concerne la sécurité des personnes et de leurs biens. Reste à savoir si les 3 millions de dollars et 5 années suffiront à changer la situation malgache. (Madagascar Matin, p. 4)*

## Economie et société

### BAROMETRE DES MEDIAS AFRICAINS : MADAGASCAR EN DECLIN

*Selon l'enquête menée dans le cadre du Baromètre des médias africains (AMB 2016), présenté hier par la Fondation Friedrich Ebert Stiftung, Madagascar est encore loin d'être un pays qui respecte la démocratie et le droit à l'information. Par rapport au dernier classement effectué en 2012, Madagascar a encore reculé. En effet, les débats autour du*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Baromètre ont conclu que « le paysage médiatique malgache a, certes, connu un certain dynamisme entre 2012 et 2016, mais reste sujette à des dérives, des manipulations diverses et de mauvaises conditions de travail ». Mialisoa Randriamampianina, modératrice du Baromètre des médias africains 2016, a fait savoir que la qualité de la formation à l'emploi se détériore, ainsi que la couverture sociale des journalistes. Qui plus est, le Code de la communication récemment adopté est loin d'arranger la situation, en étant encore plus liberticide. Si la liberté d'expression reste garantie par la Loi fondamentale, la loi sur la communication médiatisée, au lieu de la protéger, consacre l'autocensure et multiplie les délits de presse et d'opinion. (**L'Express de Madagascar, p. 5 ; Madagascar-Laza, p. 2 ; Les Nouvelles, p. 3**)

- *Les craintes aujourd'hui, c'est qu'à force de serrer les boulons, les autorités ne parviennent qu'à aggraver la gabegie qui règne dans le secteur de la communication médiatisée, presse et réseaux sociaux confondus. La liberté deviendra alors une anarchie sur laquelle les autorités n'auront plus aucun contrôle, à moins de verser dans le totalitarisme, tonne **L'Express de Madagascar, p. 5.***
- *Une presse libre est une condition fondamentale pour la liberté d'expression. Dans cette idée d'une presse libre, la régulation et le contrôle sont alors adéquats et ne dégénèrent ni en censure, ni en pression ni en favoritisme, a confié Marcus Schneider, Représentant résident de la FES. (**Midi Madagasikara, p. 7**)*
- *Ce fut sans surprise que le Baromètre des médias africains 2016 a révélé la situation catastrophique de la presse à Madagascar, estime **La Vérité, p. 2.***

## **MIARINARIVO : DISPOSITIF DE SECURITE RENFORCE LORS DU PASSAGE DU CHEF DE L'ETAT**

Une forte mobilisation des éléments de l'Etat-Major Mixte Opérationnel de la Région, a été remarquée depuis le 7 septembre dernier dans la capitale de la région Itasy, dans le cadre du déplacement du Président Hery Rajaonarimampianina à Miarinarivo, hier. Une visite sur le thème de la célébration du 50<sup>ème</sup> anniversaire de la proclamation par l'UNESCO de la Journée Internationale de l'alphabétisation. Face aux risques engendrés par cet événement, notamment avec les habitants de Soamahamanina qui ont prévu d'interpeller le Chef de l'Etat concernant l'exploitation minière opérée par des Chinois dans leur commune, les autorités ont décidé de renforcer la sécurité. Toutefois, malgré cette forte mobilisation militaire, les habitants de Soamahamanina ont pu profiter de cette cérémonie pour interpeller le Chef de l'Etat. A peu près une vingtaine d'individus ont réussi à contourner les barrages érigés par les forces de l'ordre. Ils ont brandi des banderoles pour contester l'exploitation minière opérée dans leur localité. Dans son discours, Hery Rajaonarimampianina n'a pas manqué de répondre aux messages des habitants de Soamahamanina. « Je vois et entends vos revendications. J'en prends acte. Je veillerai toujours sur les intérêts de la population », a-t-il déclaré. Pour en revenir à la cérémonie, le Chef de l'Etat a souligné l'importance de l'éducation dans le contexte du développement. Notons que 4,5 millions de kits scolaires vont être distribués dans toutes les écoles primaires publiques pour cette année scolaire 2016-2017. (**Midi Madagasikara, p. 3 ; L'Express de Madagascar, p. 8 ; Madagascar-Laza, p. 4 ; Madagascar Matin, p. 9 ; L'Observateur, p. 2 ; Tia Tanindrazana, p. 3**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:







# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



- *Questionné sur la présence d'éléments des forces d'intervention de l'armée à Miarinarivo, le ministre de la Défense nationale, Béni Xavier Rasolofonirina a expliqué qu'il ne peut s'étaler sur le sujet car il ne s'y était pas rendu. Mais, « la proximité avec la commune de Soamahamanina pourrait avoir motivé cette mesure », a-t-il indiqué. (L'Express de Madagascar, p. 10)*
- *Sous la pression des acteurs politiques et de la société civile, le Président de la République se prononce enfin sur le litige foncier à Soamahamanina, souligne **Les Nouvelles**. Le Chef de l'Etat a appelé tous les protagonistes à favoriser le dialogue afin de préserver le calme. (p. 3)*
- *Après la demi-journée chômée et payée pour cause d'éclipse annulaire sur tout territoire national, une semaine après, les fonctionnaires de Miarinarivo ont obtenu hier une nouvelle demi-journée de libre. Autrement dit, les fonctionnaires ont été libérés pour qu'ils puissent assister aux célébrations. Il s'agit d'une énième ineptie du régime actuel, tonne **La Vérité**, p. 3.*

## Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p. 3

### Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)

Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrakaza@eces.eu](mailto:mirana.razafindrakaza@eces.eu)

Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

